

La croisade hypocrite des droites contre l'écologie « punitive »

Alternatives Economiques – Matthieu Jublin - Avril 2024

Extraits. Article complet pour les abonnés

<https://www.alternatives-economiques.fr/users/matthieu-jublin>

En France comme ailleurs en Europe, le discours des droites oppose l'écologie au pouvoir d'achat et à la liberté, sans avoir peur de ses propres contradictions.

Il n'est pas aisé de trouver de la cohérence dans le rapport des droites françaises et européennes à l'écologie. Entre les paroles et les votes, entre ce qui est défendu au niveau national ou au Parlement européen, entre les positions d'hier et celles d'aujourd'hui, l'écart est parfois grand.

Mais le déni des contraintes environnementales et l'opposition systématique du court terme au long terme sont des constantes. L'analyse des discours des grands partis d'extrême droite, désormais repris par une partie de la droite traditionnelle, en offre l'illustration.

Ces derniers mois, en amont des élections européennes, ces formations ont martelé un discours limpide sur l'écologie : elles sont contre. Du moins contre une écologie dite « punitive », venue de la gauche. Surfant sur la crise agricole et l'inflation, les droites ont concentré leurs attaques sur ce qu'elles présentent comme l'idéologie des élites urbaines ou bruxelloises, imposée aux nations en vue de les appauvrir.

« Propagande climatique »

C'est le cas en France, où Eric Zemmour condamnait, lors du meeting de lancement de la campagne européenne le 10 mars, « la propagande climatique » qui dit « *quoi faire et quoi manger* », et faisait huer les « punks à chien » qui lancent de la « sauce tomate sur la Joconde ». Une semaine avant, Marine Le Pen démarrait sa campagne en dénonçant une « *écologie punitive* » défendue par « *l'Union européenne qui a fait sienne l'idéologie des activistes écologistes les plus fous* ».

Au-delà des slogans, les deux formations ont réclamé, lors du récent mouvement des agriculteurs, des actions concrètes : moins de normes écologiques et plus de protectionnisme. Selon elles, ces réglementations rendent les produits nationaux – notamment agricoles – plus coûteux, tandis que leurs producteurs sont soumis à une concurrence déloyale en raison des traités de libre-échange.

Au vu des sondages, qui donnent le Rassemblement national (RN) à 25-30 % et Reconquête à 5-7 % depuis des mois, ce discours anti-écologie ne leur porte pas préjudice.

« *Cet argumentaire est centré sur le pouvoir d'achat et la désindustrialisation*, observe Neil Makaroff, expert associé à la Fondation Jean Jaurès et auteur d'[une note](#) sur le rapport du

RN à l'écologie. *Le caractère liberticide de l'écologie est aussi évoqué, mais cet argument est plutôt une lame de fond déclinée sur tous les sujets. »*

Plus timorée sur la forme, la tête de liste des Républicains aux élections européennes, François-Xavier Bellamy, réprouvait en janvier une « *Commission européenne qui, en prônant la décroissance et en multipliant les normes qui pèsent sur les exploitations, a asphyxié le monde agricole* ». Sans renier en bloc le libre-échange, l'élu défend une « *barrière écologique* » européenne.

Outre-Rhin, le parti d'extrême droite AfD a également profité d'un mouvement d'agriculteurs – opposés comme en France à la fin d'une niche fiscale sur le diesel – mais aussi de l'inquiétude quant à une éventuelle interdiction du chauffage au gaz ou au fioul. Crédité de 20 % des intentions de vote, la formation prospère sur une rhétorique anti-immigration et anti-écologie plus radicale encore qu'en France, allant jusqu'à évoquer une « *hystérie irrationnelle du CO₂ qui détruit structurellement notre société, notre culture et notre mode de vie* ».

Le propos fonctionne autant pour l'agriculture que pour l'industrie. Eric Zemmour affirmait ainsi en janvier ne pas vouloir « *sacrifier notre industrie automobile* » au nom de l'écologie et s'oppose, comme le RN, ou comme le gouvernement d'extrême droite italien, à la fin du moteur thermique. Ce discours fait aussi mouche en Allemagne, où l'AfD ne progresse plus seulement chez les ouvriers de l'est, mais aussi de l'ouest.

Climato-relativisme

Si le parti d'extrême droite allemand assume une rhétorique climatosceptique, ses équivalents français misent plutôt sur un positionnement « climato-relativiste », désormais courant chez les conservateurs. Celui-ci consiste « *à ne plus contester les problèmes causés par le réchauffement climatique, mais à les relativiser en mettant en avant la capacité adaptative des sociétés humaines, leur génie technologique, ou le coût politico-économique jugé disproportionné des régulations adoptées* », [écrivaient en 2021](#) les chercheurs Renaud Hourcade et Albin Wagener.

Début mars, Marine Le Pen assimilait ainsi la transition écologique à une « *destruction de nos capacités énergétiques* », alors qu'« *un pays est comme un corps vivant : privé d'énergie, il est condamné à dépérir, à devenir improductif* ». Et de conclure que la transition énergétique française a de toute façon déjà été réalisée dans les années 1970, avec le plan nucléaire. Un argument que l'on retrouve chez François-Xavier Bellamy, qui estime que LR est le seul parti véritablement écologiste en France avec le Parti communiste, car ayant toujours été pronucléaire.

Miser sur l'atome tout en affaiblissant la lutte contre les énergies fossiles, c'est aussi la ligne du gouvernement suédois – soutenu par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède – qui a diminué les taxes sur les carburants au nom du pouvoir d'achat. Souvent, ce discours relativiste s'appuie sur l'idée que le pays en question n'émet qu'une petite part du CO₂ mondial. C'est le cas en France mais aussi aux Pays-Bas avec le PVV de Geert Wilders.

Derrière ce mélange de productivisme et de technosolutionnisme se cache une « *défense systématique du statu quo sur les énergies fossiles importées, défavorable aux classes*

moyennes et à la souveraineté énergétique », analyse Neil Makaroff. Dans sa note, il rappelle que l'extrême droite a rejeté en bloc « *toutes les mesures du Pacte vert qui pourraient les aider à réduire durablement leurs factures énergétiques* », comme l'obligation de rénovation des logements – que l'eurodéputé RN Jordan Bardella appelait pourtant à accélérer – ou le Fonds social, censé aider les ménages à acheter des voitures électriques ou des pompes à chaleur.

De même, sur les sujets agricoles, le RN a voté la plupart du temps comme la droite et les libéraux ces dernières années.

L'argumentaire actuel de l'extrême droite française contredit donc ses discours passés – par exemple ses critiques du nucléaire et des pesticides, voire sa défense du « localisme ». Mais ses votes – et ceux de l'extrême droite en général – restent constants dans leur opposition à toute forme d'écologie.